

## Pourquoi je refuse le soutien militaire de la Belgique aux frappes aériennes en Irak.

Vendredi 26 septembre avait lieu un vote important au Parlement concernant la demande formulée par les Etats-Unis d'un appui de la part de la Belgique à l'opération militaire en Irak par le biais de l'envoi sur place de nos F-16. Un vote auquel j'ai refusé de participer. Voici mes raisons.

L'Etat islamique (EI) prétend être une organisation religieuse ayant pour objectifs de rétablir un califat ainsi que d'imposer des codes et comportements datant de l'époque de Mahomet et de ses disciples. Pour ce faire, les membres de cette organisation emploient les moyens les plus cruels : décapitations, vols, enlèvements, attentats, nettoyage ethnique, violences sexuelles de masse,... Le catalogue de la terreur n'a, semble-t-il, pas de limites. On remarque par ailleurs que les forces de l'EI sont en constante progression sur le terrain. Ils prennent possession de villes pour ensuite les administrer, de points stratégiques pour en tirer profit. Et bien entendu, comme dans tout conflit de ce genre, c'est la population civile qui en paye le plus lourd tribut. En effet, parce qu'elles appartiennent à des cultures, y compris musulmanes, qui ne leur conviennent pas, des populations sans défenses sont les victimes de l'horreur des partisans de Daesh<sup>1</sup>. Cette situation a pour conséquence de mener l'Irak au bord de l'implosion, rendant l'émergence de l'Etat islamique de plus en plus crédible, ce qui constitue une menace non seulement pour les Irakiens mais pour la communauté internationale dans son ensemble. Au vu de la situation, mettre fin aux activités des extrémistes de l'EI constitue dès lors une priorité absolue.

Cependant, j'éprouve de nombreux doutes quant au bien-fondé d'une opération militaire et aux chances d'aboutir à un apaisement du conflit par la voie de frappes aériennes. C'est pourquoi j'émet de sérieuses réserves quant à la participation belge à l'intervention internationale contre Daesh, qui se traduit par l'envoi de six chasseurs F-16, 120 militaires et plusieurs C-130 afin d'appuyer la campagne de frappes militaires entamée par les Américains. A mes yeux, la méthode privilégiée, associée à l'envoi massif d'armes dans la région, ne peut, sur le long terme, qu'entraîner plus d'inconvénients que d'avantages. Les exemples de l'Afghanistan en 2001, de la Libye en 2011, du Mali en 2013,... et avant tout de l'Irak lui-même ne peuvent que nous interpeller et montrent à l'envie à quel point il est illusoire de penser que le problème sera résolu par la grâce d'une nouvelle campagne militaire. Pour chacune de ces opérations, des millions d'euros ont été dépensés pour constater aujourd'hui que c'est toujours l'enfer dans ces pays voire davantage. Les chutes de Kadhafi et Hussein, bien que nécessaires, ont laissé un vide politique déstabilisant l'équilibre difficile de leur pays. Vide que les milices rivales, allant des groupes modérés aux islamistes les plus radicaux, ont comblé par la violence. Comment croire que, dans ce cas-ci, l'histoire ne se répètera pas ?

D'autant plus que l'envoi des troupes a été décidé alors qu'aucun plan où sont précisées les perspectives à long terme de l'intervention ni même un plan de sortie ne semblent avoir été mis en place. Partir en guerre, faut-il le rappeler, est un choix qui est loin d'être anodin et ce, d'autant moins que les effets à long terme d'un tel engagement ne peuvent être déterminés. Par ailleurs, il est évident que les conséquences principales de telles frappes aériennes pour lesquelles nous avons envoyé nos F-16 seront d'apporter destruction et misère pour des

---

<sup>1</sup> Ou Daiish. Il s'agit de l'acronyme en arabe de *ad-Dawla al-Islāmiyya fi al-Irāq wa-š-Šhām* qui signifie « Etat Islamique en Irak et au Levant ».

familles innocentes qui seront privées de soins, d'écoles, d'alimentation,... sans compter la destruction de sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO. Or, on le sait, la pauvreté, la misère, constituent souvent le lit de la révolte, de la haine et de l'extrémisme.

Bien entendu, cette prise de position ne signifie en aucun cas que je suis favorable aux terroristes. Je suis convaincu au contraire qu'il faut mettre fin à leur régime de terreur, d'une part, afin de rendre aux populations locales la possibilité de vivre en sécurité et en paix et, d'autre part, pour éviter que les djihadistes gagnent en puissance et puissent un jour se retourner contre nous – ce dernier point paraît d'autant plus probable au regard de l'image inconsistante de la politique occidentale vis-à-vis des conflits moyen-orientaux où l'on se presse d'intervenir en Libye et en Irak alors que cela fait trois ans que la Syrie connaît une guerre civile meurtrière (faut-il rappeler que le régime a gazé sa propre population ?) qui a fait le nid des djihadistes et pourtant, dans ce cas précis, on refuse d'intervenir. Bien que favorable à une prise en charge du conflit, je reste persuadé qu'il ne revient pas à la Belgique d'aller participer à des bombardements qui immanquablement auront aussi pour conséquence d'engendrer des « dommages collatéraux », entendez de tuer des civils innocents. A cet égard, Human Rights Watch faisait état en juillet dernier de 17 frappes aériennes irakiennes qui ont tué au moins 75 civils et blessé des centaines d'autres personnes alors qu'il est avéré que les frappes aériennes américaines, opérées fin septembre sur le nord-ouest de la Syrie ont, quant à elles, fait au moins sept morts parmi les civils.

De façon plus générale, ce qui me pose problème c'est que la culture de l'intervention a de plus en plus tendance à se substituer aux règlements politiques. Nous, les Belges, sommes (étions ?) salués dans le monde pour notre capacité à réaliser des compromis. Dans cette situation, il faut user de notre position afin de renforcer le recours à la voix diplomatique au détriment de l'usage des armes. En effet, comme le précise Olivier Corten, professeur de droit international à l'ULB : « *on constate une espèce de culture de l'intervention qui fait que l'intervention paraît quelque chose de plus en plus normal alors [...] qu'en théorie, si vous lisez la Charte des Nations Unies, sur laquelle tout le monde formellement continue de s'appuyer, la guerre est tout à fait quelque chose d'exceptionnel qu'on peut engager que dans des circonstances particulières*<sup>2</sup> ». Le message ici, et que je partage, est clair. Dans cette situation il faut privilégier le recours à la voix diplomatique car le meilleur moyen de réduire le niveau de terreur est, à mon sens, de cesser de l'alimenter nous-mêmes.

Pour en revenir au pseudo Etat islamique, il faut se rendre compte qu'il ne se limite pas qu'à un groupe de combattants. Il s'agit également d'un groupe organisé politiquement par le biais d'un système de gouvernance très sophistiqué et comparable à ceux qu'on retrouve dans la plupart des Etats : il y a un leader charismatique, en l'occurrence l'autoproclamé calife, Abou Bakr Al-Baghdadi, lequel est entouré d'émirs qui remplissent des tâches assimilables à celles habituellement dévolues aux ministres de gouvernement exécutif. On retrouve par ailleurs des règles et des juges chargés de juger les conflits. En outre, il existe ce qui s'apparente à un vrai système fiscal en plus d'un système de contrôle social diligenté par des forces de l'ordre chargées d'encadrer la population. Ce modèle « gouvernemental » développé par Daech impose avant tout comme réponse la mise en place d'un contre modèle de gouvernement alternatif ; l'instauration d'un Etat de droit qui défende et protège ses citoyens, chose que l'on n'obtient pas par les armes.

---

<sup>2</sup> BIOUSGE, C. « *Olivier Corten : l'intervention militaire remplace le règlement politique* », Site web de la RTBF : [http://www.rtbef.be/info/monde/detail\\_la-culture-de-l-intervention-se-substitue-a-un-reglement-politique?id=8363483](http://www.rtbef.be/info/monde/detail_la-culture-de-l-intervention-se-substitue-a-un-reglement-politique?id=8363483) (Consulté le 2 octobre 2014).

D'autres alternatives aux bombardements sont à privilégier dans ce conflit. Nous devons avant tout empêcher le recrutement, la formation et le transport de nos ressortissants tentés de rejoindre les groupes terroristes. Les propagandistes de Daech maîtrisent l'usage des réseaux sociaux par le biais desquels ils partagent des vidéos visant à attirer, que ce soit en Europe, en Amérique, en Australie ou dans les pays musulmans, de nouvelles recrues qui gobent leurs inepties djihadistes. C'est pourquoi un effort préventif important doit aussi être fourni sur ce canal pour empêcher les candidats au djihad d'atteindre les zones de combats.

A cet égard, il y aurait également lieu d'intensifier la pression sur la Turquie qui constitue désormais le principal point de passage des prétendants au « djihadisme » vers la Syrie et l'Irak afin qu'elle leur interdise l'accès à ses ports et aéroports. Mais pas uniquement sur ce point. Il est avéré que la Turquie joue un rôle non négligeable en facilitant l'exportation de pétrole irakien par les terroristes de l'Etat Islamique, leur permettant d'amasser un revenu net de près de 3 millions d'€ par jour ! Pire, lors d'un briefing à la *Commission des Affaires étrangères du Parlement européen*, l'ambassadrice de l'UE en Irak, Jana Hybaskova, a déclaré que plusieurs pays membres de l'UE avaient acheté du pétrole non-raffiné à l'EI, lequel avait transité par la Turquie. Par ailleurs, lors de cette audition, cette responsable de l'UE a également regretté le manque de coordination parmi les Etats membres dans la distribution d'armes auprès des Peshmergas<sup>3</sup> afin de les soutenir dans leur lutte contre les terroristes, ajoutant qu'il n'y avait de la sorte pas de garanties que ces armes n'étaient pas tombées aux mains des djihadistes ou a des organisations terroristes kurdes. Comme le dit une célèbre maxime : à jouer aux apprentis sorciers, nous nous condamnons au pire. Ainsi, en armant les kurdes on risque de soutenir leur revendication indépendantiste. Si tel était le cas, cela pourrait déstabiliser davantage la situation au Moyen Orient, et provoquer un chaos que les bombardements auront du mal à résoudre, d'où l'importance de ne pas armer aveuglément ces populations.

Enfin, et surtout serai-je tenté d'écrire, il est indispensable de privilégier l'éducation, l'accompagnement pédagogique, l'ouverture à autrui et au monde afin que des âmes perdues n'en viennent à se faire laver le cerveau et intégrer des groupes radicaux. Une approche politico-diplomatique, financière, économique et socio-humanitaire en vue de stabiliser la région à long terme et penser à l'avenir en investissant durablement dans des actions civiles sont autant d'éléments indispensables afin d'instaurer une paix durable dans la région.

On le voit, bien d'autres leviers sont à actionner avant d'en arriver à la solution, peut-être plus simple mais à mon avis bien plus lâche et coûteuse (que ce soit en vies humaines, en argent, en temps pour la reconstruction ou encore en perspectives d'avenir) de l'envoi de F-16 afin de procéder à un pilonnage en règle. C'est pourquoi, au nom de ces éléments que je viens d'avancer, en tant qu'objecteur de conscience (service culturel de 1978 à 1980), me rappelant mes combats pacifistes menés lorsque jeune adulte je manifestais contre les nombreux conflits qui déjà faisaient la une de l'actualité et gardant en tête cet adage bien connu de tous mais ô combien bafoué « *le recours à la force constitue toujours un échec pour la diplomatie* », j'ai refusé de participer au vote relatif au soutien militaire de la Belgique aux frappes aériennes en Irak.

---

<sup>3</sup> Ce terme kurde signifie littéralement « Ceux qui vont au-devant de la mort » et est utilisé afin de désigner les combattants autonomistes Kurdes en Irak.